

La chasse à l'homme

En cette belle fin de semaine où le ciel parisien de février prenait des allures printanières, et après une courte hospitalisation dans un service de rhumatologie qui m'a redonné goût à la marche à pied, je me suis offert des flâneries sur les marchés de mon quartier. Bien entendu, j'ai été sollicitée par des « tracteuses » et « tracteurs » en tous genres dont ceux et celles de Monsieur François FILLON.

Lorsque François FILLON était ministre de l'Education Nationale – c'était sous le gouvernement RAFFARIN du quinquennat de CHIRAC, deuxième mandat – j'ai été reçue par lui au titre de co-secrétaire générale de la Fédération EIL (la « grande FEDE », si vous préférez et connaissez *Une brillante carrière*). J'étais en compagnie du nouveau secrétaire général du SNETAA, pas encore FO, mais si peu, de son éminence grise à laquelle m'attache toujours les liens d'une amitié presque révolue et par le secrétaire général des Personnels de Direction (PD comme il aime dire) e.i.L. Il est aujourd'hui secrétaire national du SNCA e.i.L. Convergence ce dont je me félicite au point de profiter de ce billet pour l'en remercier chaleureusement.

Au cours de cette audience, mon camarade PD et moi-même avons tenu devant le ministre des propos courtois mais précis qui déplurent fort, sinon à son éminence grise, du moins au nouveau secrétaire général du SNETAA qu'*in petto* nous surnommions déjà Bêtisot (voir une *Brillante carrière*)

Passons.

Monsieur le Ministre FILLON nous écouta avec attention, posa des questions qui montraient qu'il désirait s'informer et comprendre. Il fit cela sans morgue, même si sa réserve personnelle était perceptible. Selon moi, François FILLON fut un interlocuteur attentif, sérieux, curieux, loin de l'esbroufe de certains autres ministres.

Certes, je ne suis pas une professionnelle des audiences ministérielles ; mais ce ministre-là, dont la politique éducative ne me convenait pas spécialement, m'a laissé le souvenir d'un homme politique qui ne travaillait pas que pour la frime.

Il est vrai que depuis qu'il a été désigné par son parti comme candidat LR et adjoints à l'élection présidentielle de 2017 et que le Pénélopegate a éclaté, la personnalité de François FILLON se lit à travers d'autres grilles. Et d'abord, une grille rétrospective : un homme politique qui s'abrite, c'est son droit, derrière la légalité des embauches de membres de sa famille sans mettre en balance la légitimité de ces emplois, a-t-il donc exercé ses mandats de ministre de l'Education Nationale, puis de Premier Ministre dans la même optique ? A-il-toujours privilégié la loi, à laquelle je suis profondément attachée quand elle est légitime, aux dépens de la légitimité qui seule peut permettre la modification de la loi lorsqu'elle devient une entrave aux droits constitutionnels ?

Prenons un exemple.

Il était tout à fait légal que l'Alsace-Lorraine appartînt au IIème Reich allemand ; c'était la loi de la guerre victorieuse de 1871. Mais était-ce légitime que les Alsaciens et les Mosellans se satisfissent majoritairement de cette loi ?

La loi change ; pas la légitimité.

Cette discordance entre la légitimité et la loi entraîne pour le camp Fillon et François FILLON lui-même, un discours dénonçant le complot fomenté par des officines politiques et les médias. Pourquoi pas.

Mais la véritable question n'est pas là. Ce qui est en jeu, c'est la discordance entre la posture légaliste de FILLON et le ressenti national de la légitimité. Est-il légitime lorsqu'on obtient des rétributions annexes – et légales- se montant à plusieurs dizaines de milliers d'euros de se présenter à l'élection à la Présidence de la République pour pratiquer, en cas de

victoire, une politique favorable aux nantis, et dans le même temps de dénoncer les mauvaises manières de la République, cette Marianne, cette gueuse qui a tout d'une Marie salope ?

Ce qui serait rigolo – c'est une façon de parler – c'est qu'au deuxième tour des présidentielles, il y ait deux victimes des mauvaises manières de cette Marie salope !

La République est véritablement en danger.

La République, notre légitimité...

La Légitimité.